L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 11 MARS.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.

Séance du 10 mars 1877.

La séance est ouverte à midi. Mr Wiltz occupe le fauteuil. Dix-neuf membres sont présents.

M. Steven demande et obtient la prise en considération du bill No 156 de la Chambre, qui fixe les salaires et émoluments des percepteurs pour recouvrer les taxes et les licences dans l'État, pour dresser la liste de toutes les propriétés des paroisses excepté de la paroisse d'Orléans.—Le bill alloue aux percepteurs des compagnes 10 pour cent sur les premiers cinq mille piastres; 5 pour cent sur toutes sommes au-dessus de cinq mille et n'excédant pas dix mille piastres; 2 pour cent sur toutes sommes excédant dix mille piastres. Dans la paroisse d'Orléans, le percepteur du premier district recevra 1 pour cent; celui du deuxième district, 3½ pour cent; celui du troisième district, 3½ pour cent; celui du quatrième district, 3½ pour cent; celui du cinquième district, 6 pour cent; celui du sixième district, 3½ pour cent; celui du septième district, 3 pour cent.—Pour les licences, le taux alloué aux percepteurs est de cinq pour cent dans la paroisse d'Orléans, de dix pour cent dans les autres paroisses. La commission, sur les taxes et les licences, repose sur les sommes perçues et versées dans le trésor.—Le bill est adopté.

Le Sénat se joint à la Chambre afin de procéder à l'élection d'un sénateur des États-Unis. Après le premier tour de scrutin, il rentre dans la salle.

Mr Ogden présente un mémoire de l'Asile des Orphelines, demandant du secours.—Soumis au comité des institutions de charité.

Mr Goode, au nom du comité judiciaire, fait un rapport favorable, avec amendement, sur le bill No 110 du Sénat, qui incorpore l'Ancient Order of Hibernians; un rapport favorable, avec amendement, sur le bill No 88 du Sénat, qui limite la responsabilité des paroisses (excepté celle d'Orléans) pour les frais encourus dans les procédures criminelles.

Mr Steven, au nom du comité de finances, présente un rapport qui conclut à l'adoption du bill No 61 du Sénat, fixant le montant que doivent recevoir les membres de la Législature; un rapport défavorable sur le bill No 68 du Sénat relativement à la prescription, en tant qu'il s'agit des taxes.—Le même comité offre, comme substitut au bill No 109 du Sénat, un substitut qui facilite le recouvrement des taxes dans l'État. Le Sénat refuse de suspendre les règlements pour prendre ce dernier projet de loi en considération.

La Chambre fait annoncer au Sénat qu'elle a adopté le bill No. 153 de la Chambre, qui réorganise le Bureau de santé de la Louisiane, définit ses pouvoirs et prescrit ses devoirs, définit et prescrit ceux des officiers de quarantaine et autres officiers placés sous son contrôle; qui pourvoit à ses dépenses, à l'annotation des naissances, décès et mariages dans la paroisse d'Orléans; ordonne l'inspection des animaux et de la viande dans la paroisse d'Orléans.—La Chambre annonce également qu'elle a adopté le bill No. 183 de la Chambre, incorporant la compagnie du chemin de fer du Mississippi et de la Terre aux Bœufs; le bill No. 219 de la Chambre, qui accorde une charte à la compagnie du chemin de fer Alexandria and South Arkansas.

—Le bill No 84 du Sénat, qui sauvegarde les intérêts de porteurs de polices de compagnies d'assurance sur la vie, est appelé, modifié et adopté.—Il s'applique seulement aux compagnies organisées en vertu des lois de la Louisiane. Les compagnies étrangères pourront jouir des privilèges de la loi en se conformant à ce qu'elle ordonne, mais celles qui ne voudront point profiter de ces privilèges, pourront, néanmoins, émettre des polices d'assurance sur la vie, comme par le passé. Celles qui agiront en vertu de la loi seront sujettes à toutes les pénalités qui y sont imposées. Les compagnies devront déposer, entre les mains de l'auditeur, des bons des États Unis ou des bons de l'État, obtenir des certificats de l'auditeur et publier, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront le 1er janvier, un état de situation et des opérations de l'année.

La Chambre annonce au Sénat qu'elle n'accepte pas quelques-unes des modifications du Sénat au bill No 71 de la Chambre relativement à l'organisation de la police de la Nouvelle-Orléans. Elle demande un comité de conférence.

Le Sénat adopte une résolution de Mr White qui charge le président du Sénat de désigner trois membres et l'orateur de la Chambre de désigner cinq membres qui, d'ici à la réunion de la prochaine Législature, considéreront la question de savoir s'il ne convient pas de changer la charte de la Nlle Orléans, et s'ils jugent le changement nécessaire, en informeront le Sénat et la Chambre dans les cinq jours qui suivront le commencement de la session.

Le bill No 88 du Sénat, qui limite la responsabilité des paroisses (excepté celle d'Orléans) en matière de frais de procédures criminelles, est adopté.

Mr Richardson, président du comité de commerce et d'agriculture fait un rapport favorable sur le bill No 115 de la Chambre relativement aux gardiens du port de la Nlle Orléans. Le bill est adopté.—Le même comité fait un rapport favorable sur le bill No 185 de la Chambre, qui amende la section 1568 des Revised Statutes de 1870. La modification accorde 1 cent et demi au lieu de trois cents par tonneau aux harbor masters du port de la Nlle-Orléans. Le bill est adopté.

Les bills mentionnés plus haut comme ayant été adoptés par la Chambre, sont lus puis envoyés à différents comités.

Mr White présente une résolution désignant une commission composée de trois membres du Sénat, cinq membres de la Chambre et deux citoyens choisis par le gouverneur—lesquels devront suggérer à la prochaine Législature les amendements qu'ils jugeront nécessaire de faire à la Constitution. L'État acquittera les frais de voyage des membres qui n'habiteront pas la Nouvelle-Orléans, et chacun des membres recevra cinq piastres par jour durant trente jours. La résolution alloue cinq cents piastres pour les dépenses de la commission.—Mr White dit qu'en proposant de charger le gouverneur de choisir deux citoyens, il a pensé que le premier magistrat désignera deux républicains, dont la coopération et l'appui éloigneront toute idée d'influences de parti.

Le Sénat siège à huis clos, puis s'ajourne à lundi, à midi.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre est appelée à l'ordre à midi par l'Orateur Bush, qui déclare un quorum présent, soixante-cinq membres ayant répondu à l'appel nominal.

La prière est dite par le révérend père Hubert.

Les rapports suivants sont présentés:

Par Mr Huntington, d'Orléans, président du comité sur les réclamations, un rapport favorable relativement au bill No 81 du Sénat, pour venir au secours de Mr J. Lewis, d'Ouachita.

En vertu d'une suspension des règlements, le bill est pris en considération et est mis à l'ordre du jour pour mardi prochain à une heure de l'après-midi.

Par Mr Lyons, d'Est Féliciana, président du comité sur les corporations, un rapport spécial sur le bill No 90 de la Chambre relativement à la compagnie de transport de Madison, déclarant que son comité n'avait pas reçu d'informations précises à ce sujet, et ne pouvait conséquemment pas agir. Mr Lyons, comme président du même comité, présente un rapport favorable quant au bill No 173 de la Chambre pour incorporer la ville de Maning, dans la paroisse Sabine.

Mr Wilde, d'Orléans, ayant déclaré que des informations seraient reçues au commencement de la semaine prochaine, relativement au bill No 90,—ce bill est renvoyé devant le comité sur les corporations.

Le bill No 173 de la Chambre, pour incorporer la ville de Moning dans la paroisse Sabine est alors pris en considération et est finalement adopté.

Par Mr Bowden, de Franklin, président du comité sur les affaires paroissiales, un rapport favorable relativement au bill No 225 de la Chambre, pour autoriser les citoyens de la paroisse Livingston à tenir une élection, afin de choisir un emplacement pour leur maison de cour.

Le bill est pris en considération et est finalement adopté.

Par Mr Washburne, de Morehouse, président du comité sur les terres et les levées, un bill pour la réorganisation du Bureau des ingénieurs d'État et pour une protection plus efficace contre l'inondation.

Le bill est renvoyé pour être imprimé et est mis à l'ordre du jour pour mardi à deux heures de l'après midi.

Mr Hill, d'Orléans, appelle le bill de la Chambre qui exige que les collecteurs de taxes fournissent leur cautionnement à l'auditeur des comptes. Sur motion, le bill est référé de nouveau au comité judiciaire.

Mr Ryland, d'Ouest Féliciana, président du comité sur l'agriculture, le commerce et l'immigration, présente un substitut au bill No 176 de la Chambre, pour révoquer le paragraphe 3 de la première section d'un acte, approuvé le 8 mars 1876, relativement au Revenu.

Le substitut prescrit que la licence sur les moulins à coton sera fixée à $250, excepté en ce qui regarde les moulins à coton sur les habitations particulières, qui ne font pas métier de passer le coton des voisins, ou de moulins à coton sur lesquels moins de 250 balles de coton passent.

Mr Singleton, de St Landry, par le fait du consentement unanime de la Chambre, présente un bill relativement au témoignage des médecins.

Lu deux fois en vertu d'une suspension des règlements et référé au comité judiciaire.

Les bills suivants sont encore présentés:

Par Mr Bridger, de Caldwell, pour révoquer les sections [illegible] des Statuts Révisés et pour amender l'article [illegible] du Code de Procédure.

Lu deux fois et référé au comité judiciaire.

Par Mr Ferguson, d'Orléans, un bill pour amender [illegible]

[illegible]

Par Mr Guthrie, de Lincoln, un bill pour [illegible]

[illegible] Union, Claiborne, [illegible] dans la paroisse [illegible]

Lu deux fois et référé au comité judiciaire.

Par Mr Jones, d'Orléans, un bill pour nommer des enregistreurs d'[illegible] dans toutes les paroisses.

Lu deux fois et mis à l'ordre du jour pour lundi à deux heures de l'après-midi.

Par Mr Lyons, d'Est Féliciana, un bill pour révoquer [illegible] qui [illegible] plusieurs [illegible] qui règlent le même emploi public.

Lu deux fois et référé au comité judiciaire.

SÉANCE DES DEUX CHAMBRES.

Les sénateurs entrent en ce moment dans la salle pour procéder à l'élection d'un Sénateur des États-Unis. Le vote est comme suit:

	Sénat.	Chambre.	Total.
Jonas	1	[illegible]	[illegible]
Gibson	5	[illegible]	[illegible]
Robertson	12	[illegible]	[illegible]
Young	1	7	[illegible]

Il n'y a pas d'élection. Les sénateurs se retirent et la Chambre reprend sa séance régulière.

Le bill de la police métropolitaine.

Le bill No. 71 de la Chambre, pour abolir la police métropolitaine et pour autoriser la ville de la Nouvelle-Orléans à organiser une police, revient du Sénat avec plusieurs amendements, [illegible] une analyse a été donnée dans le procès-verbal du Sénat, publié dans l'Abeille de samedi matin. La Chambre accepte tous les amendements, sauf deux; celui qui augmente de $50,000 le montant alloué pour la police chaque année, et l'amendement qui établit un Bureau spécial de police, afin de limiter les pouvoirs du maire et du conseil municipal.

Ce dernier amendement donne lieu à des débats considérables; messieurs Voorhies, Tremoulet, Fitzpatrick et Berry, d'Orléans, se déclarant en faveur de l'amendement; et messieurs Jonas, d'Orléans, et Young, de Claiborne, se prononçant contre l'amendement.

Sur motion, un comité de conférence est nommé pour s'entendre avec le Sénat relativement à cet amendement.

L'orateur Bush désigne messieurs Voorhies et Jonas, d'Orléans, et McGehee, d'Ouest Féliciana, pour faire partie de ce comité.

L'ordre spécial du jour, qui avait été renvoyé deux fois, est alors appelé.

Il s'agit du bill No 161 de de la Chambre, présenté à la session régulière, qui devient le bill No 245, pour régler les élections dans l'État et pour sauvegarder la pureté du scrutin. Entr'autres mesures de réforme, le bill prescrit que dans les paroisses rurales les commissaires d'élections seront nommés par le jury de police, et par le maire dans la paroisse d'Orléans.

Une autre mesure importante est comprise dans la section 6, qui prescrit que les wards dans la paroisse d'Orléans seront subdivisés en arrondissements, ou précincts d'élection, et que chaque citoyen sera tenu de voter dans son arrondissement.

Le bill est pris en considération jusqu'à la section 25.

Sur motion, la lecture des autres sections est renvoyée et le bill est mis à l'ordre du jour pour lundi à onze heures et demie.

Mr Toler, de Richland, en vertu d'une suspension des règlements, présente une réclamation de L. F. Barrett, qui est référée au comité sur les réclamations.

Le bill No 193 de la Chambre, fixant les émoluments des collecteurs de taxes de l'État, est alors appelé. Ce bill revient du Sénat avec quelques amendements.

La Chambre refuse d'accepter l'amendement au Sénat qui fixe à 1 pour cent la compensation du collecteur de taxes du premier district et décide de nommer un comité de conférence pour s'entendre avec le Sénat à ce sujet.

Mr Jonas, d'Orléans, appelle le bill No 101 du Sénat, autorisant l'auditeur des comptes à approuver et à accepter les cautionnements des collecteurs de taxes dans tout l'État.

Le bill est lu trois fois, en vertu d'une suspension des règlements, et est finalement adopté.

Mr Hill, d'Orléans, présente un bill, sans avis préalable, allouant $4000 à la milice de l'État.

Lu deux fois et référé au comité sur la milice.

Un message du gouverneur est lu, annonçant qu'il a approuvé et signé un acte relativement au transfert des fonds et pour révoquer la section 313 des Statuts Révisés.

L'orateur Bush annonce qu'il désigne messieurs Hill, Lyons et Leeds pour faire partie du comité de conférence qui doit s'entendre avec le Sénat relativement au bill pour fixer les émoluments des collecteurs de taxes.

Mr Bridger, de Caldwell, appelle le bill No 150 de la Chambre, faisant les mandats des officiers constitutionnels recevables en paiement des taxes arriérées. Ce bill revient du Sénat avec un amendement.

L'amendement est accepté par la Chambre et le bill est finalement adopté.

Le bill No 105 du Sénat, pour amender la section 125 des Statuts Révisés, relativement aux terres données par le gouvernement des États-Unis pour y construire des écoles publiques, est lu deux fois et référé au comité sur les institutions publiques.

La Chambre s'ajourne alors à onze heures et demie lundi.

Le meilleur assortiment d'éventails chez A. Shwartz & Son.

LA MALADIE DU SULTAN.—Le correspondant du *National* lui envoie de curieux détails sur les causes de la maladie du Sultan:

"Cédant à la fatalité qui semble peser sur toute la descendance d'Abd-ul-Medjid, l'infortuné sultan donne les signes non équivoques du mal qui causa la chute de son frère et qui s'est développé chez lui sous l'influence de l'existence énervante et démoralisatrice du harem.

"Et cependant Abd-ul-Hamid est dans toute la force de la jeunesse, il passait avant son avènement au pouvoir, pour une nature fortement trempée, ardente, il est vrai, mais contenue dans les limites d'une sagesse très grande—pour un musulman. Il vivait sobrement, travaillait beaucoup, et nul bruit ne se répandit qu'il eût jamais fait une infidélité à ses quatre femmes légitimes.

"Mais une fois installé dans le palais de Dogma-Baché, son genre de vie changea du tout au tout. Oubliant tout, dans toute sa famille, ainsi que le rêve des grands dignitaires de l'État, [illegible] bonnes grâces par des présents, et par-tout par l'envoi d'esclaves circassiennes d'une beauté parfaite.

"Pour résister à tant de séductions, il eût fallu un saint revêtu d'une triple cuirasse d'airain, et Abd-ul-Hamid n'était qu'un simple musulman, faisant le bien en vue des célestes délices que promettent aux élus les houris du paradis de Mahomet.

"Il succomba donc, et tous ses grands projets de réforme s'évanouirent en fumée à la lumière des beaux yeux qui s'allumèrent pour lui à toute heure de jour et de nuit, dans les voluptueux retraits du harem.

"De là à la paralysie du cerveau, la transition est facile. Le successeur des califes n'en est pas cependant tout à fait là; mais l'agitation fiévreuse, qui ne lui laisse aucun instant de répit, n'en est pas moins du plus défavorable augure.

"Vingt fois, dans une journée, il change de résolutions. Les caprices les plus étranges l'assiègent à chaque instant. Le trait caractéristique de son état, c'est une frayeur perpétuelle dont ne peuvent triompher ni la surabondance des sentinelles que l'on double et que l'on triple à toutes les issues du palais, ni les verrous, les chaînes de sûreté et les serrures à coffre-fort que l'on pose à chaque porte, contrairement à tous les usages orientaux, qui n'admettent d'autres fermetures que les portières de [illegible]

"C'est samedi dernier, 16 de ce mois, que le mal s'est révélé de la façon la plus effrayante. Une consultation de médecins organisée à la hâte, par les soins du docteur Mengieri, décide qu'il fallait recourir aux lumières du célèbre aliéniste Leidersdorf de Vienne.

"En réponse à la dépêche qui lui fut adressée sur-le-champ, celui-ci [illegible] par le télégraphe de fréquentes [illegible] sur le Bosphore, et, dans la [illegible] de [illegible], le sultan [illegible] cortes en caïque. [illegible] nouveau le lundi, fut [illegible]

"Le mal a fait depuis lors de bien grands progrès. [illegible] à peine [illegible] ce qui se passe autour de lui, et que sa parole est incohérente.

"C'est état, dont la gravité n'est un mystère pour personne, et qui [illegible] d'une façon frappante à la maladie de l'infortuné Mourad, pourrait [illegible] encore être enrayé par un [illegible] complet d'existence.

"Mais, loin de là, Abd-ul-Hamid reste sans cesse sous les influences [illegible] qui ont ruiné sa santé et sa [illegible] Le harem le tue..... et il [illegible] Trop d'intérêts autour de lui [illegible] seule pourrait le sauver, s'il en est temps encore.

"L'influence de Mahmoud-Damad [illegible] accroît chaque jour, et l'on [illegible] après avoir obtenu le renvoi de Midhat-Pacha, elle s'emploie [illegible] renversement [illegible] travers d'esprit, n'en possède pas moins une valeur réelle, et une [illegible] tique des affaires.

"On parle déjà, comme [illegible] du grand-visirat, d'Ahmed-[illegible] Pacha [illegible]

"Pendant ce temps, les Russes [illegible] leurs armements et rapprochent leurs avant-postes de la frontière."

Grand assortiment d'articles de [illegible] chez Dunn[illegible].

DÉPART DE TRAINS DE CHEMINS DE FER.

[illegible]

NOUVELLE-ORLÉANS, [illegible]

[illegible]

NOUVELLE-ORLÉANS & [illegible]

[illegible]

NOUVELLE-ORLÉANS, LOUISIANA & TEXAS.

[illegible]

DÉPÊCHES

Télégraphiques

SPÉCIALES A L'ABEILLE.

WASHINGTON.

[illegible]

Washington, 10.—Une députation de [illegible], composée [illegible] du juge Wright, du [illegible] Maxwell et du [illegible] Bunton, est allée voir aujourd'hui le Président. Celui-ci leur a parlé avec la plus grande franchise. Il leur a dit qu'il désirait faire cesser l'antagonisme de races existant dans le Sud, [illegible] la politique,—et obtenir enfin que les gens de couleur et les républicains en général n'y aient plus besoin de la protection de l'armée.

L'emploi des forces militaires dans les affaires civiles répugne au génie des institutions américaines, et l'intention était autant que possible, s'abstenir d'employer ce moyen de gouvernement. Le président n'a reconnu pas moins la nécessité de protéger la population de couleur jusqu'à ce que les démocrates du Sud prouvent qu'ils savent respecter les droits politiques de tous les citoyens, sans distinction de races.

Quant aux difficultés actuelles, M. Hayes a dit qu'il maintiendrait le statu quo [illegible] par son prédécesseur, jusqu'à ce qu'il eût le temps de se faire une idée exacte de la situation.

La délégation s'est retirée après avoir adressé ses remerciements à M. Hayes.

Le télégraphe et la politique.

Washington, 10 mars.—Mr Orton, président de la compagnie du Western Union Telegraph, a adressé au comité des privilèges et élections de la Chambre une remontrance pour lui demander la remise de plusieurs milliers de messages qu'il avait dû lui livrer.

Confirmation des membres du cabinet.

Washington, 10 mars.—Le Sénat siégeant à huis-clos a confirmé toutes les nominations pour le cabinet.

Les comités du Sénat.

Washington, 10 mars.—Mr Mitchell remplace Mr West comme chairman du comité des chemins de fer du Sénat.

Les démocrates continueront à avoir deux membres dans les comités politiques.

Washington, 10—L'ex-président Grant a visité les départements d'État et de la marine aujourd'hui.

Mr Sherman assumera les fonctions de secrétaire du Trésor lundi. Le comité n'a pas fait un rapport de minorité sur les nominations de cabinet.

Washington, 10 — Mr Cameron a voté affirmativement sur la nomination d'Evarts, son comité l'ayant chargé de faire un rapport favorable. Mr Conkling s'est abstenu de voter.

Affaire Kellogg.

Le comité des élections du Sénat a pris l'affaire Kellogg réclamant un siège de sénateur pour la Louisiane. Les membres républicains du comité ont soutenu que les pouvoirs de Kellogg étaient réguliers, qu'il avait de *primâ facie* un droit à siéger et qu'il devait être admis à prêter serment, quitte à vider plus tard la question de légalité sur le gouvernement en Louisiane.

Les démocrates ont soutenu de leur côté que le comité devait pertinemment qu'il y avait deux gouvernements rivaux en Louisiane, et que par conséquent cette difficulté devait être résolue avant de rien décider sur la demande de Kellogg.

Le comité s'est ajourné à lundi et l'affaire sera continuée.

Un rapport de majorité et un rapport de minorité seront présentés au Sénat dès mardi.

Pas d'affaires législatives au Sénat qui s'est ajourné à mardi.

PORTS ET RIVIÈRES.

Washington, 10—Les amis des ports et rivières ont l'assurance que la question de permettre l'emploi des sommes allouées sera prise en considération aussitôt que le nouveau ministre de la guerre assumera les devoirs de sa charge.

Washington, 10—Les officiers du cabinet prêteront tous serment lundi et se réuniront en séance mardi.

Le vote de M. Sherman au Sénat en faveur de Kellogg, ne doit pas être pris, pour ce qu'il n'est pas. Son engagement de ne pas contrarier l'administration dans sa politique à l'égard du Sud, s'applique à ses fonctions de cabinet, mais non à son vote comme sénateur.

Le bruit court que l'ex-directeur des Postes, le général Tyner remplacera le major Casey comme payeur du corps de marine. Les régulières de cette branche du service s'opposeront à sa confirmation.

Indications météorologiques.

Washington, 10—Indications pour les États du Golfe, vents du sud et de l'est et temps plus chaud et partiellement chargé, peut-être suivi de pluie dans le sud-ouest.

Lettre de Stanley Matthews à Chamberlain.

Columbia, Caroline du Sud, 10—Les lettres suivantes ont été rendues publiques aujourd'hui par le gouverneur Chamberlain à la demande spéciale de Stanley Matthews. Ce sont les lettres auxquelles Mr Blaine a fait allusion au Sénat, dans la séance du 7 du courant.

Washington, 6 mars 1877.

Hon. D. H. Chamberlain.

Mon cher Monsieur,

Je n'ai pas l'honneur de vous connaître personnellement, mais j'ai appris à vous respecter d'après votre réputation. Je prends la liberté de m'adresser à vous maintenant, sans grande assurance pour la convenance de la démarche, en comptant sur votre bonté pour me pardonner d'avoir le [illegible] comme je le fais. [illegible] n'est par vous déclarer que je parle sans y être autorisé par personne, et que je ne représente que mes propres vues.

La situation des affaires publiques dans la Caroline du Sud est trop compliquée pour être discutée longuement, dans une lettre, mais j'éprouve l'impression qu'elle doit être changée et que la politique des hommes d'État républicains de manière à écarter non seulement toutes les controverses qui troublent cet État mais encore celles qui troublent [illegible] pour le [illegible] dans les autres parties du pays.

J'ai eu la pensée de suggérer si par votre propre concours et assistance un accommodement ne pourrait pas avoir lieu, qui obvierait à la nécessité de l'armée fédérale, pour appuyer l'un ou l'autre gouvernement, de manière à laisser subsister celui qui pourrait se tenir debout tout seul.

Une telle manière de faire déchargerait l'administration de la nécessité, de ce qui concerne l'action exécutive, de prendre aucune décision entre les gouvernements en conflit, et vous mettrait dans la position de faire le sacrifice de ce que vous regardez comme vos droits abstraits en faveur de la paix de la communauté, ce qui vous donnerait droit à la gratitude non seulement de votre parti, mais encore au respect et à l'estime du pays tout entier. J'espère que vous pardonnerez à la liberté que j'ai prise, mais j'espère de vous favoriser[illegible] [illegible] encore la vérité tout [illegible]

Avec grand respect,

STANLEY MATTHEWS.

Cette lettre est accompagnée des lignes suivantes de Mr Evarts:

Mon cher gouverneur, j'ai lu cette lettre et consens avec le col. Haskill et le sénateur Gordon [illegible] nous tous. Je serais très heureux [illegible] une solution de la difficulté de la situation et spécialement de recevoir promptement de vos nouvelles. Avec mes compliments pour Mme Chamberlain,

Votre tout sincèrement,

WM. M. EVARTS.

Meeting d'approbation.

Memphis, 10—La meeting convoqué à Memphis à l'occasion de l'inauguration du cabinet de Mr Hayes, a été le plus grand meeting d'hommes d'affaires [illegible]

[illegible] loyauté des membres du cabinet, [illegible] lesquels Rutherford B. Hayes, [illegible] Président des États-Unis, [illegible] la commission électorale [illegible] dans l'exécution des deux Chambres du Congrès [illegible] discours inaugural [illegible] du cabinet [illegible] accepté.

Sinistre à St-John.

St. John, 10 mars.—Un incendie [illegible] St. John, New Brunswick, dans la rue Prince-William. La perte est de [illegible]. Cinq personnes ont été blessées par la chute d'un pan de muraille.

[illegible]

Schenectady, N. Y., 10 mars.—[illegible] énorme s'est manifestée dans le [illegible] le niveau du fleuve s'est élevé [illegible] du pied pendant la nuit. [illegible] ont été inondées.

Arrestation de marchands de tabac de [illegible]

[illegible]

New York, 10—L'agent [illegible] O'Connor, [illegible]

NOUVELLES DIVERSES.

Wilkesbarre, Pa., 10 mars.—[illegible] Susquehanna a élevé de dix pieds [illegible] à Kingston.

New York, 10.—Environ [illegible] les bureaux du Graphic [illegible]

[illegible]

New York, 10.—[illegible] a été élevé de 50 à 75 cents d'ici à Chicago.

FRANCE.

Paris, 10.—L'Univers annonce que [illegible] le comte Andrassy et Gortschakoff [illegible] conférence [illegible] d'une note collective à la Turquie pour lui demander des garanties [illegible]

Paris, 10—Mr Pierrot, consul de France à la Nouvelle-Orléans, a été nommé consul à Valparaiso.

PRÉTENTIONS DE L'ALLEMAGNE A L'ÉGARD DE LA FRANCE.

[illegible]

Le *Standard* de [illegible] dépêche de Paris, où il est dit: [illegible] nouvelle bien informée. Il est douteux que le gouvernement [illegible] par le télégraphe est par conséquent, je vous l'envoie par la poste.

Le gouvernement allemand a pris à l'égard de la France une attitude de nature à causer une alarme sérieuse quant au maintien de la paix.

Le gouvernement allemand n'a [illegible] reculé dans ses manifestations de malveillance. Premièrement, ses vues au sujet de prendre part à l'Exposition de 1878; ensuite les attaques de la presse allemande contre la France et maintenant l'opinion que le cabinet de Berlin a fait savoir à la France qu'il regardait la construction d'une seconde ligne de forteresses comme une mesure hostile.

Cette seconde ligne de forteresses avait pour but de créer une frontière artificielle entre l'Allemagne et la France, une immense ligne de dernier rempart contre l'invasion.

Cette opposition est [illegible]. Les Français ont aussi bien le droit de fortifier Amiens, Verdun, Besançon et le plateau de Langres, que les Allemands d'augmenter les fortifications de Mayence, Strasbourg et Metz et de fortifier les Vosges.

Le gouvernement français a, d'autre côté, que j'ai appris, compris [illegible] aux désirs de l'Allemagne et a fait discontinuer la fortification d'Arras.

Mais il est à craindre que de fréquentes concessions ne conduisent à de fréquentes demandes et qu'elles ne soient poussées si loin que la France pour se défendre soit obligée de dire "non" et laisse l'Allemagne prendre le parti qu'elle voudra.

ANGLETERRE.

Londres, 10.—Le baronne Nathaniel Mayne de Rothschild est morte.

Affaire du testament de Vanderbilt.

New York, 10—Les objections de Cornelius J. Vanderbilt au testament du commodore Vanderbilt embrassent les points suivants:

Les écrits soumis à la Cour des Preuves ne sont ni le dernier testament, ni le dernier codicile du commodore Vanderbilt; le testateur n'a pas [illegible] le papier en présence de témoins [illegible] pas signé du tout, ou déclaré qu'il était son dernier testament ou codicile; il n'a pas dit qu'il l'eût signé en présence de témoins, les témoins n'ont pas signé de leurs noms à la requête du défunt, ni en présence du défunt, ni en présence les uns des autres.

En outre, le testateur n'était pas sain d'esprit quand le prétendu testament a été signé, ni en aucune manière capable de faire un testament ou d'y attacher un codicile; on s'est procuré par fraude le papier et les écrits et l'influence indue de Wm. H. Vanderbilt et d'autres personnes en concertant; le défunt était par raison d'illusion, morbide, en démence mentale, dérangement mental, âge et pour d'autres raisons hors d'état de faire un tel testament; par un désir de concentrer sa fortune en la personne de William H. Vanderbilt et ses enfants, il était devenu incapable de faire un testament raisonnable et conforme à ses autres enfants et cela par une influence indue. En conséquence, le papier et les écrits sont nuls en droit.

Les objections sont attestées par le Proctor et les avocats du dit Cornelius J. Vanderbilt, le plaignant.

Instruction compulsoire dans l'Ohio.

Columbus, Ohio, 10—La loi pour l'instruction obligatoire dans l'Ohio a été votée par les deux Chambres.

Clocher renversé.

Hartford, Conn., 10 mars—Hier pendant une tempête, le clocher de l'église Congrégationnaliste de North Manchester, a été renversé.

Aspirants à la place de Sherman au Sénat.

Columbus, O. 10.—Ben Wade, le gouverneur Noyes, Stanley Matthews, Carter P. Perry et le général Garfield aspirent, comme on le sait, à la place de Sherman au Sénat. Noyes, déclaré [illegible] les forces du côté de Matthews.

PASSES.

Passe du Sud-Ouest, 10, après-midi—Vents du Nord frais.

Arrivé, Steamer W. G. Hewes, de la Havane, à 8:30 A. M.

Port Eads, 10—Vents du Nord.

Arrivés, steamer Knickerbocker, de New York, à 5:00 hier au soir. Barque anglaise Montebello, en 58 jours de Havre; barque française Jacques Cœur, de la Havane.

Marchés étrangers.

Liverpool, 10 mars, midi—Coton très calme; Middling Uplands 6 9/16, Orleans 6¾; ventes 6000, dont 55 pour la spéculation et l'exportation.

Reçu 13,200 balles, américaines 11,[illegible].

Futurs 1-16 meilleur marché; Uplands [illegible] à base de Low Middling, livraison avril et mai, 6¼ à 6 15/32d.; juin et juillet 6 11/16; juillet et août 6 25/32d.; mai et juin 6 ½d.; expédié [illegible] par voilier, 6 9/16.

3 P. M.—Uplands, pas au-dessous de Low Middling, expédié par voilier, février 6 19/32d., à délivrer, mai et juin 6 19/32d., juin et juillet 6 21/32d.

4 P. M.—Coton, les ventes d'aujourd'hui comprennent 4000 balles américaines.

5 P. M.—Coton, futurs fermes à la clôture; uplands, pas au-dessous de low middling, à délivrer, avril et mai 6 17/32d.; à délivrer juillet et août 6 25/32d.

Londres, 10 mars, midi—Consolidés 97 7/16 pour argent, 95 9/16 pour à-compte.

Paris, 10 mars, 1:30 P. M. Rentes 106 [illegible].

Berlin, 10 mars—Les espèces ont augmenté de 1,166,000 marcs.

Argent, stocks, etc.

New York, 10—L'or a ouvert à 104 [illegible]. Stocks actifs et prix plus bas; change long 4.84; gouvernements modérément actifs; Bons d'État fermes.

New York, 10—Consolidés de la Louisiane, 63 3-8 offert, 64 1-8 demandé.

Marchés extérieurs.

New York, 10—Coton faible; middling uplands 12 3-16; Orléans 12 5-16. Ventes [illegible].

Futurs faciles à l'ouverture; mars 12.13 à 12.15, avril 12.26 à 12.28, mai 12.42 à 12.43, juin 12.59 à 12.60, juillet 12.71 à 12.72, août 12.80 à 12.90.

New York, 10, soir—Coton, ventes nettes, 300 balles, brutes 613. Futurs fermes à la clôture, ventes 51,000; mars 12.08 à 12.10, avril 12.16 à 12.17, mai 12.32 à 12.34, juin 12.48, juillet 12.58 à 12.62, août 12.70 à 12.72, [illegible] 12.27 à 12.30, octobre 12.12 à 12.14, novembre 12.10 à 12.12, décembre 12.12 à 12.20.

New York, 10—Stocks, calmes et plus bas. Balances de la sous-trésorerie: or $42,[illegible], billets 42,774,218. Le sous-trésor a payé: intérêts 45,000, bons 21,[illegible]. Recettes des Douanes aujourd'hui [illegible].

BULLETIN FLUVIAL.

Cincinnati, 10—Rivière, 24 pieds 5 pouces—baissant—beau temps mais froid.

Louisville, 10—Beau temps, froid—Parti, le Chs. Morgan, pour N. Orléans—11 pieds dans le Canal.

Pittsburg, 10—Rivière, 17 pieds—montant—Froid.

Evansville, 10—Le fleuve monte; beau temps, froid.

St. Louis, 10—Arrivé, le Grand Republic, de N. Orléans.

Cairo, 10—Arrivé, le Capitol City, de St. Louis; le Bee, de N. Orléans. Parti, le Soudder, pour N. Orléans; le fleuve monte—froid.

Vicksburg, 10—Beau temps froid. Montant, le Yeager. Descendant, le Thompson Dean et le Natchez. Sherlock.

Shreveport, 10.—Parti, le Maria Louise, Nouvelle-Orléans. Baisse de 4 pouces.

DEVANT UN LA MUSELLE [illegible]

[illegible]

—Oui, dit-il.... à [illegible]

[illegible]

ÉDITION HEBDOMADAIRE DE L'ABEILLE

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru dans la semaine, dans l'Abeille quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, ou qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Envoi sous bande dans nos bureaux à [illegible]

BULLETIN FINANCIER.

Samedi soir, 10 mars 1877.

Comptoir d'Échange (Clearing House) de la Nouvelle-Orléans.

	Échanges.	Balances.
10 Mars	1,176,079 29	142,067 41
Même temps la semaine dern.	$1,399,998 75	$265,707 21
Total la semaine dernière	8,583,334 65	958,438 37
Total la semaine précédente	10,531,040 75	1,112,761

Nous devons à l'obligeance de M. L. N. Maynard, directeur du New Orleans Clearing House, le rapport suivant sur les affaires de la semaine terminée le vendredi, 9 mars 1877:

Ressources:

[illegible]

Comparé avec la semaine dernière.

	Augmentation.	Diminution.
Espèces	[illegible]	[illegible]
Currency	[illegible]	[illegible]
Prêts	[illegible]	[illegible]
Dépôts	[illegible]	[illegible]

[illegible]

L'or a ouvert à 105⅛ à 105¼ contre 105⅛ [illegible] à New York, et, [illegible] à New York. [illegible]

[illegible]

Le change à vue sur New York a été [illegible]

[illegible]

Marché aux Bestiaux.

Opérations de la semaine.

[illegible]

BULLETIN MARITIME.

SAMEDI, 10 MARS 1877.

[illegible]

BULLETIN COMMERCIAL.

Samedi soir, 10 mars 1877.

COTON—[illegible]

[illegible]

TABAC—Nous n'avons pas entendu mentionner de ventes aujourd'hui. Montant en vente environ 3000 boucauts. Nous continuons à coter:

[illegible]

Il n'a été rien fait depuis hier soir. [illegible]

SUCRE—[illegible] boucauts. Stock sous les [illegible]. Les prix sont les suivants: [illegible]

La récolte totale de 1876 à 1877 a été comme suit: [illegible]

MÉLASSE—[illegible]

La récolte totale de 1876 à 1877 a été de [illegible]

FARINE—Vente [illegible]

VIANDES SALÉES SÈCHES—[illegible]

JAMBON—[illegible]

SAINDOUX—[illegible]

BACON—[illegible]

PORC—[illegible]

WHISKEY—[illegible]

MAÏS—[illegible]

AVOINE—[illegible]

SON—[illegible]

FOIN—[illegible]

TOURTEAUX—[illegible]

FÈVES—[illegible]

POMMES DE TERRE—[illegible]

[illegible]

LISTE DE NAVIRES

[illegible]

NEW YORK. LIVERPOOL. FALMOUTH. LIMERICK. PLYMOUTH. YARMOUTH. BRISTOL. DUBLIN. CORK. WATERFORD. CARDIFF. HULL. KINGSTON (Ja). BORDEAUX. CETTE. MARSEILLE. DUNKERQUE. HAVRE. ROUEN. LEITH. BREMERHAVEN. TRIESTE. GÊNES. MESSINE. VALENCE. MALAGA. TEXEL. CHRISTIANSAND. BARCELONE. RIO DE JANEIRO.

[illegible]

UNE PAGE D'HISTOIRE.

L'élection présidentielle de 1876.

Adresse au peuple américain par le parti démocrate.

Nous trouvons dans un journal de l'Ouest du 5 mars, le document suivant, dont le télégraphe ne nous avait rien dit:

CAUCUS DÉMOCRATE.

A la réunion au caucus des membres démocrates de la Chambre des représentants, tenue le 2 mars 1877, dans la salle des séances, l'adresse suivante a été adoptée à l'unanimité.

L. Q. C. LAMAR, Président.

HENRY B. BANNING, [illegible] Secrétaires.

COMITÉ NATIONAL DÉMOCRATE.

A une réunion des membres du Comité national démocrate tenue le 3 mars 1877, l'adresse suivante a été adoptée à l'unanimité.

A. S. HEWITT, Président.

F. O. PRINCE, Secrétaire.

AU PEUPLE AMÉRICAIN.

[illegible]

[illegible]

PURGATIF JULIEN

Bonbon végétal, Laxatif et Rafraîchissant

Guérison de CONSTIPATION

Le Purgatif Julien, exclusivement végétal, se présente sous la forme d'un *bonbon du goût le plus agréable*. Son emploi, toujours inoffensif, est recommandé aux personnes atteintes de *Dysenterie, Dyspepsie, Gastralgie, Gastrite, Maladies du foie, Jaunisse* et de *Maladies de la peau*. Ses propriétés rafraîchissantes combattent les dispositions aux *migraines* et à l'*apoplexie*.—Administré aux enfants, le Purgatif Julien prévient les *convulsions* et agit comme dépuratif dans le traitement de la *gourme* et des *croûtes de lait*.

Le Purgatif Julien se prend le soir en se couchant une heure ou deux après le repas, à la dose de une tablette pour les adultes et une demi-tablette pour les enfants.

NLLE-ORLÉANS: Pharmacies St-CYR PONCAINE, CARRIÈRE, RIVET et WHEELOCK FINLAY & Co.

PASTILLES PECTORALES

AU SUC DE LAITUE ET LAURIER CERISE

de GRIMAULT & Cie, Pharmaciens à Paris.

Sous la forme d'un bonbon délicieux, pris avec plaisir par les enfants comme par les grandes personnes, ces pastilles contiennent les deux principes les plus calmants et les plus inoffensifs de la matière médicale. Elles sont employées avec succès contre la *toux*, les *rhumes*, les *maladies de poitrine*, les *catarrhes*, la *grippe* l'*enrouement*, les *maux de gorge*, les *bronchites*.

NLLE-ORLÉANS: Pharmacies St-CYR PONCAINE, CARRIÈRE, RIVET et WHEELOCK FINLAY & Co.

[illegible] des deux partis d'être présents, mais quand il s'est agi de décider sur ce qui devait être compté, cela a été fait dans des séances secrètes, d'où tous les démocrates étaient exclus, bien que la loi qui avait créé le bureau exigeât qu'il fût composé de représentants des deux partis politiques.

En comptant les votes, le bureau a exercé des pouvoirs que la loi ne lui conférait pas, et au mépris le plus flagrant de la vérité et de la justice, les membres du bureau ont changé les rapports d'élection de façon à ce que des candidats républicains parussent avoir été choisis quand en réalité leurs concurrents avaient été élus. Ils ont contrefait les noms d'agents sur les certificats d'élection.

[illegible]

deux Chambres du Congrès de compter le vote électoral. Les deux Chambres ont exercé ce pouvoir, sans contestation, depuis la fondation du gouvernement.

Il est clair que les preuves doivent être admises dans les cas de contestation sur les rapports. Ce principe a été soutenu par les hommes d'État les plus habiles que le pays ait produits. La pratique a confirmé ce principe dans plusieurs occasions, comme dans les cas de la Louisiane en 1869 et en 1873. Telle était évidemment la manière de voir des deux Chambres à la présente session.

Les comités d'enquête ont été envoyés en Floride, dans la Caroline du Sud et la Louisiane, pour recueillir des témoignages et faire un rapport sur les élections dans ces États. Il est difficile de voir sur quel principe peut reposer la manière d'agir de la commission.

Le devoir du Congrès est de compter le vote. Cela emporte le droit de décider des votes qui seront comptés. [illegible]

[illegible]